

Unité départementale du Val-de-Marne  
12-14 rue des Archives  
94000 Créteil

Créteil, le 22/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VALO'MARNE (EX CIE)**

10/11 RUE DES MALFOURCHES  
94034 Créteil

Références : DRIEAT/UD94/PADVME/YBC/2025/N°325  
Code AIOT : 0006506498

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2025 dans l'établissement VALO'MARNE (EX CIE) implanté 10/11 RUE DES MALFOURCHES 94034 Créteil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Valo'Marne souhaite remettre en service le silo PSR qui a été impacté lors de l'incident du 28 février 2024. La visite d'inspection du 04/09/2025 avait pour but de vérifier si les conditions de remise en service du silo PSR définies dans l'article 4 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences du 6 mars 2024 ont été respectées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALO'MARNE (EX CIE)
- 10/11 RUE DES MALFOURCHES 94034 Créteil
- Code AIOT : 0006506498
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est classé administrativement sous les rubriques suivantes de la nomenclature :

**Contexte de l'inspection :**

- Accident

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suite administrative :**

| N° | Point de contrôle                            | Référence réglementaire                          | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Délai  |
|----|--|--|--|--------|
| 1  | Remise en conditions opérationnelles du silo | AP de Mesures d'Urgence du 06/03/2025, article 4 | Demande de justificatifs   | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 4/09/2025 avait pour objectif de vérifier si l'exploitant avait respecté toutes les conditions définies dans l'article 4 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences (APMU) du 06/03/2024 afin de remettre en service son silo PSR pour les lignes 1 et 2 qui a fait l'objet de l'auto-échauffement du 28 février 2024.

Lors de la visite et par les compléments transmis par l'exploitant le 08/09/2025, l'inspection a constaté que :

- l'exploitant a mis en place des mesures de maîtrise des risques issues des conclusions de la mise à jour de l'étude de dangers prévue à l'article 6 de l'arrêté du 6 mars 2024 ;
- toutes les conditions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences du 6 mars 2024 sont remplies ;
- l'exploitation du taux d'humidité mesuré dans le silo PSR et la définition du critère de passage en surveillance renforcée du silo pour le taux d'humidité doivent être affinées ;
- des compléments à une des procédures relative à la surveillance du silo PSR concernant les modalités du suivi du temps de séjour et d'extraction du PSR dans le silo sont à apporter;
- l'exploitant doit s'assurer que les modalités d'affichage sur les ordinateurs présents en salle de commandes permettent aux opérateurs de prendre connaissance de tous les messages d'alarmes visuels, en particulier lorsque de nombreuses alarmes sont remontées en même temps.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Remise en conditions opérationnelles du silo

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 06/03/2025, article 4   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Remise en conditions opérationnelles du silo   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant ne peut remettre en service le silo PSR qu'après : <ul style="list-style-type: none"> <li>-la vérification de l'intégrité du silo et de ses éléments structurels,</li> <li>-l'évacuation du silo des produits impliqués dans l'incident,</li> <li>-la mise en place des mesures de maîtrise des risques issues des conclusions de la mise à jour de l'étude de dangers prévue à l'article 6 du présent arrêté.</li> </ul> |
| <b>Constats :</b><br>Concernant le premier point de la prescription contrôlée, l'exploitant a transmis à l'inspection un rapport d'essai de l'APAVE du 18 décembre 2024. Ce rapport décrit des examens métallographiques par répliques réalisés sur le silo PSR ayant subi une surchauffe le 28 février 2024.   |

Ce rapport conclut sur l'absence de signe de dégradation du silo.

Concernant le 2ème point, celui-ci a été contrôlé lors de l'inspection du 26/09/2024. L'exploitant avait justifié à l'inspection l'évacuation des déchets du silo, évacuation finalisée le 6 septembre 2024.

La visite d'inspection du 4 septembre 2025 avait pour objectif de vérifier que l'exploitant a mis en place des mesures de maîtrise des risques issues des conclusions de la mise à jour de l'étude de dangers prévue à l'article 6 de l'APMU du 6 mars 2024.

Par courrier du 17 juillet 2024, l'exploitant avait transmis à l'inspection des installations classées un courrier décrivant les analyses effectuées pour déterminer les causes de l'incident et les modifications envisagées sur le silo pour préparer sa remise en service.

Le SMITDUVM a sollicité l'INERIS pour avoir son avis sur ces éléments. L'INERIS a répondu par un rapport du 26/11/2024 « *Analyse de l'incident survenu le 28 février 2024 dans un silo de stockage de PSR de l'UVE de Créteil (94)* ».

Dans ce rapport, l'INERIS fait notamment une lecture critique des propositions d'actions correctives de SUEZ et ajoute plusieurs recommandations.

Conformément à l'article 6 de l'APMU, l'exploitant a transmis à l'inspection une seconde version de l'EDD révisée le 29 août 2025, intégrant les recommandations de l'INERIS. Son instruction fera l'objet d'un rapport de l'inspection des installations classées ultérieurement.

Lors de la visite du 4 septembre, l'inspection a vérifié la présence de toutes les barrières mentionnées dans l'EDD révisée le 29 août 2025, intégrant les recommandations de l'INERIS .

#### Procédures

L'inspection constate que l'exploitant a rédigé deux procédures. L'une nommée "Surveillance silo PSR" et complétée le 4 septembre 2025, qui décrit les modes opératoires de surveillance du silo, du système d'inertage et du temps de présence du PSR dans le silo. La seconde nommée "Intervention échauffement silo PSR" décrit l'intervention à réaliser en cas d'échauffement du silo PSR.

La partie de la première procédure concernant l'extraction du PSR en cas de séjour prolongé dans le silo a été décrite de manière très succincte. Le suivi de ce temps de séjour et les modalités d'extraction du PSR en fonction des températures n'ont pas été définis. Ces insuffisances font l'objet de la demande N°1.

Par courriel du 8/09/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection une attestation de formation prouvant la formation d'une partie du personnel à ces procédures. De plus l'exploitant a indiqué que les formations seront finalisées le 12/09/2025.

#### Présence des mesures physiques de prévention et de protection

L'inspection a constaté sur le terrain la présence du nouveau système de manchette d'évacuation du PSR, du nouveau traçage électrique, des trois sondes de température, du système de mesure des niveaux PSR dans le silo (capteur point haut, point très haut et point bas), de l'appareil portatif de mesure du CO/CO2 et O2 et du détecteur d'humidité.

L'inspection a constaté le jour de la visite et par les compléments apportés par courriel du 08/09/2025 que tous ces systèmes ont bien été testés et calibrés.

L'inspection a vérifié que la mesure de ces différents paramètres sont bien reportés en salle de contrôle.

#### Test des alarmes

Le fonctionnement des alarmes a été testé par sondage. Ainsi l'inspection a constaté le voyant qui passe au rouge sur le poste de contrôle en salle de commandes lors du dépassement d'un des

seuils de température jugé critique. Un message rouge indiquant l'atteinte de ce seuil peut être visualisé sur l'ordinateur. Cependant ce message n'est pas forcément mis en évidence. Lors du test, de nombreux messages d'erreurs étaient remontés et ne permettaient pas de distinguer celui concernant le silo PSR. L'exploitant ne l'a pas trouvé tout de suite. Cet élément fait l'objet de la demande N°2.

#### Constat concernant l'humidité

Sur le poste de contrôle, le voyant concernant la mesure d'humidité affichait 69%. Environ dix minutes plus tard, ce voyant affichait 72%. L'exploitant n'a pas pu expliquer à l'inspection si ces valeurs sont acceptables pour pouvoir remettre en service le silo et si cette barrière est bien opérationnelle. De plus, dans la version 1 de la procédure "Intervention échauffement silo PSR", l'exploitant avait défini comme critère de passage en surveillance renforcée du silo un taux d'humidité supérieur à 20 %.

Par courriel du 08/09/2025, l'exploitant a transmis le rapport d'exploitation du 07/09/2025, rapport mentionné dans la procédure "Surveillance du silo PSR". Ce rapport permet de visualiser l'évolution des paramètres mesurés sur les silos PSR des lignes 1, 2 et 3. Pour rappel, le site comprend un silo PSR pour les lignes 1 et 2 (L1 et L2) et un autre pour la ligne 3 (L3).

Après analyse de ce rapport, l'inspection constate que depuis sa mise en œuvre le 3 septembre 2025, le taux d'humidité dans le silo PSR des lignes L1 et L2 varie et passe la barre des 70% les 4 et 5 septembre. Il est ensuite redescendu jusqu'à 50% le 7 septembre. A contrario, le taux d'humidité dans le silo PSR de la ligne L3 reste constant à 25%. L'inspection s'interroge sur ces résultats. Suite à l'inspection, dans la version 2 de la procédure "Intervention échauffement silo PSR" en date du 08/09/2025, l'exploitant a redéfini le critère de passage en surveillance renforcée du silo qui correspond désormais à une augmentation du taux d'humidité de plus de 5 % sur 24h. L'exploitant a déclaré à l'inspection qu'il avait besoin de remettre en service le silo pour affiner le critère de passage en surveillance renforcée du silo et d'exploiter au mieux la mesure d'humidité.

Ces constats amènent à la demande N°3.

Considérant que :

- l'intégrité du silo et de ses éléments structurels ont été vérifiés ;
- les produits impliqués dans l'incident ont été évacués ;
- l'inspection a constaté lors de la visite du 4 septembre 2025 que l'exploitant a mis en place des mesures de maîtrise des risques issues des conclusions de la mise à jour de l'étude de dangers prévue à l'article 6 du présent arrêté :

**L'inspection considère que toutes les conditions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences du 6 mars 2024 sont remplies et que l'exploitant peut être autorisé à remettre en service le silo PSR qui a été impacté par l'incident du 28 février 2024.**

**Néanmoins, l'inspection constate que certains éléments doivent être complétés.**

**L'exploitant doit répondre aux demandes ci-dessous dans un délai de 3 mois suivant la remise en service du silo.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande N°1 : Compléter la procédure de « surveillance silo PSR » en ce qui concerne l'extraction du PSR en cas de séjour prolongé dans le silo (en définissant notamment les modalités de suivi du temps de séjour et d'extraction du PSR en fonction des températures).**

**Demande N°2 :** S'assurer que les modalités d'affichage sur les ordinateurs présents en salle de commandes permettent aux opérateurs de prendre connaissance de tous les messages d'alarmes visuels, en particulier lorsque de nombreuses alarmes sont remontées en même temps.

**Demande N°3 :** Transmettre à la préfecture du Val-de-Marne et l'inspection :

- l'analyse des différences de taux d'humidité constatées entre le silo PSR des lignes 1 et 2 et le silo PSR de la ligne 3,
- les éléments justifiant la pertinence des critères de passage en surveillance renforcée du silo définis dans la version 2 de la procédure "Intervention échauffement silo PSR" au regard de l'exploitation des mesures d'humidité suivant la remise en service du silo PSR impacté par l'incident du 28 février 2024 et le cas échéant, la procédure "Intervention échauffement silo PSR" révisée.

**Type de suites proposées :** Demande de justificatifs

**Délai :** 3 mois